

Quand le sage montre le climat, l'économiste regarde l'inflation

liberation.fr/debats/2018/08/08/quand-le-sage-montre-le-climat-l-economiste-regarde-l-inflation_1671625

August 8, 2018

Tribune

Par Jean-Joseph Boillot, Conseiller économique au club du CEPII — 8 août 2018 à 18:46



Sur l'archipel arctique canadien en 2017. Photo David Goldman. AP

Alors qu'apporter une réponse économique à la crise climatique relève désormais de l'urgence absolue, les spécialistes persistent à se focaliser sur des indicateurs à la pertinence illusoire. Et les dirigeants se murent dans un «silence caniculaire».

Quand le sage montre le climat, l'économiste regarde l'inflation

«On entend l'arbre qui tombe mais pas la forêt qui pousse.» Ce proverbe africain bien connu peut être rangé au musée. Désormais, la forêt tombe sous l'effet du changement climatique et ce sont les économistes qu'on n'entend pas. Alors que les climatologues retiennent de plus en plus sérieusement le troisième scénario mis sous le tapis de l'accord de Paris d'une augmentation de 3 à 4 °C de la température de la planète d'ici à 2025-2030, les économistes se sont plutôt passionnés en juin pour la montée à 2 % de l'inflation en

Europe, ou pour le demi-point de croissance mondiale que pourrait coûter la guerre commerciale déclenchée par Trump. Puis ils sont partis en vacances comme le Président et son gouvernement dont le seul devoir d'été est de préparer les «grandes» réformes de la rentrée dont le plan pauvreté et la Constitution.

PUBLICITÉ

inRead invented by Teads

Comme si la grande tâche de l'heure n'était pas le bouleversement climatique en cours et de se lancer dans des réformes fondamentales. Par exemple, pour inverser nos émissions de gaz à effet de serre (GES) qui continuent d'augmenter ; ou encore pour reculer drastiquement le fameux «jour du dépassement» tristement fêté le 1^{er} août pour la planète, mais bien silencieusement en France le 5 mai, jour d'épuisement de notre biocapacité annuelle.

On entend les climatologues qui poussent (des cris d'urgence), mais les économistes continuent de tomber dans leur discrédit, qui se mesure par exemple au millimètre linéaire de leur rayon dans les librairies. Et ce n'est pas surprenant. L'inflation, par exemple ? Tant mieux, en réalité, si les prix montent. Les Français ne sont pas des imbéciles. Ils répondent comme tout le monde à des incitations comme les prix ou à des réglementations. Ce qui est vrai pour le tabac est tout aussi vrai pour les émissions de CO₂. De même pour l'alimentation aux prix maintenus artificiellement très bas, comme pour la viande ou le lait, grâce à des méthodes de production de plus en plus intensives fondées sur une agrochimie destructrice rendue possible grâce à un système de puissants lobbys.

Ce dernier n'hésite pas à jouer du chantage sur la faim dans le monde pour exporter les trois quarts de la production française alors que cela tue les agricultures des pays en développement. En particulier en Afrique, où l'exode rural s'accélère, premier facteur de migration bien avant les guerres. Ce qui nous ramène au commerce international, dont le libre-échange le plus intégral serait censé apporter des gains de pouvoir d'achat alors que c'est un vaste système de dumping environnemental et social où les prix ne reflètent surtout pas la rareté des ressources de la planète. Tout particulièrement parce que les lobbys du transport maritime et aérien ont discrètement réussi à sortir de l'accord de Paris et ne supportent aucune contrainte sur leurs énormes émissions de CO₂ ou leur pollution bien connue, qui n'ont rien à envier à la Chine en bilan total.

A de rares exceptions près, les économistes des pays riches sont toujours obsédés par le paradigme du progrès linéaire et quantitatif. Leur véritable traumatisme ces derniers mois a été le débat lancé par l'ancien secrétaire d'Etat au Trésor américain Lawrence Summers sur la stagnation séculaire de la productivité et donc de la croissance, près d'un million d'occurrences sur la Toile. Or, de l'avis de tous les climatologues, seule une division par quatre de nos émissions de gaz à effet de serre permettrait au mieux d'éviter la catastrophe. Et ne nous faisons pas d'illusions. Son impact sur le vaudou du taux de croissance ne peut être que négatif en effet. Le concept de décroissance - pourtant dû à un grand économiste mathématicien, Nicholas Georgescu-Roegen - n'a toujours pas droit de cité dans les manuels d'économie, et très rares sont les travaux de recherche entrepris pour en comprendre les mécanismes et la mise en œuvre.

La quatrième révolution industrielle en cours n'est vue par les économistes standards qu'au travers des points de croissance supplémentaires qu'elle pourrait apporter pour compenser le risque de stagnation séculaire. Elle devrait être, au contraire, un formidable atout pour gérer la décroissance d'une façon intelligente, et notamment inclusive sur le plan social tant l'explosion des inégalités ces dernières années a un lien étroit avec celle des risques sur la planète. C'est ce que vient de montrer une étude passionnante sur le tourisme de masse à l'échelle mondiale qui ne fait que reproduire le mode de vie des élites. Les inégalités de prélèvement des ressources de la planète sont aujourd'hui de l'ordre de ce qu'elles étaient sous l'Ancien Régime.

Et ici, les économistes savent bien que le seul système d'incitation par les prix pêche en termes d'équité et qu'il n'est d'ailleurs pas toujours le plus efficace en présence de déficiences de marché. Il leur faut donc imaginer des systèmes de taxation, de quotas, de réglementation et surtout de réformes de structures qui permettraient d'atteindre le Facteur 4 d'ici à 2030, c'est-à-dire demain.

Ce qui compte in fine n'est pas le PIB ou le revenu national brut, mais bien le revenu net, notamment de tous les dégâts du soi-disant « progrès », surtout ceux à venir qui constituent une dette vis-à-vis de nos enfants. C'est une révolution conceptuelle pour les économistes. Ils ont commencé leur mutation avec ce fameux rapport commandé à l'ère Sarkozy sous la direction des Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Amartya Sen (*Richesse des nations et bien-être des individus*, Odile Jacob, 2010). Mais ils n'ont toujours pas concrètement franchi le Rubicon dans leurs conseils aux dirigeants. D'où leur silence caniculaire cet été.

Or, les prédictions d'un autre scientifique (Safa Motesharrei) publiées dans un papier remarqué de 2014 (1) mentionnent la probabilité très sérieuse d'un effondrement de notre civilisation lié aux inégalités et à la surexploitation des ressources. Elles rejoignent celles des climatologues et des scientifiques de la nature qui envisagent de plus en plus sérieusement une rupture systémique brutale des grands équilibres de la planète et le scénario graduel très diplomatique de l'accord de Paris. Les économistes connaissent pourtant ce type de phénomène. C'est celui des hyperinflations comme dans l'Allemagne des années 30 ou au Venezuela aujourd'hui. C'est celui des crises financières. Ils savent que pour les arrêter, il faut une réaction radicale des autorités monétaires. Cette fois, la réaction doit être aussi radicale mais dans tous les domaines de la relation entre les ressources de la planète et nos systèmes de production et de consommation. La France a besoin de bien autre chose qu'un plan canicule et les économistes doivent se mobiliser pour en dessiner les contours. Voilà une vraie grande réforme pour la rentrée.

(1) Safa Motesharrei, Jorge Rivas, Eugenia Kalnay : « Methodological and Ideological Options Human and nature dynamics (Handy) : Modeling inequality and use of resources in the collapse or sustainability of societies », *Ecological Economics* 101 (2014), pp. 90-102.

Jean-Joseph Boillot est l'auteur de « Chindiafrique, la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain », Odile Jacob 2014

Jean-Joseph Boillot Conseiller économique au club du CEPII